

Unité départementale des Côtes-d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 Plerin

Plérin, le 14/10/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/07/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **FERTIVAL**

ZAC de Beausoleil  
22400 Lamballe-Armor

Références : 323.2024 - Recommandé n° 1A 201 646 9418 1  
Code AIOT : 0005500088

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/07/2024 dans l'établissement FERTIVAL implanté RUE DE LA JEANNAIE ZAC de Beausoleil 22400 LAMBALLE-ARMOR. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a été effectuée dans le cadre du contrôle inopiné des émissions atmosphériques du four d'incinération.

Compte tenu que la gestion des analyseurs en continu installés en cheminée et le report des données sont entièrement sous-traités à la société ENVIRONNEMENT SA, la société FERTIVAL n'a pas été en mesure de répondre à l'ensemble des points de contrôle le jour de l'inspection.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FERTIVAL
- RUE DE LA JEANNAIE ZAC de Beausoleil 22400 LAMBALLE-ARMOR
- Code AIOT : 0005500088
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SAS FERTIVAL, filiale du groupe COOPERL ARC ATLANTIQUE (spécialisée dans l'abattage et la transformation des viandes de porcs), est autorisée par arrêté préfectoral du 19 février 2008 à exploiter sur son site de Lamballe une usine de traitement et de valorisation de déchets non dangereux.

Les unités de FERTIVAL Lamballe produisent de l'énergie au travers de ses lignes de traitement de déchets « biomasse » (four et oxydeur), du biocombustible Combioval (unité de traitement de déchets gras) et des matières premières dans la fabrication d'engrais organiques (ligne de séchage des boues de lisier dont le TRAC, extrait solide de lisier de porcs et de boues issues du prétraitement des effluents de l'abattoir).

**Thèmes de l'inspection :**

- Air

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Rapport annuel	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 31-c	Demande d'action corrective	3 mois
3	Valeurs limites d'émissions du four	Arrêté Préfectoral du 19/02/2008, article 3.3.6-b	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Conditions de respect des valeurs limites de rejet dans l'air	Arrêté Ministériel du 02/09/2002, article 18	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Etalonnage des appareils de mesure	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Demande d'action corrective	3 mois
8	Consignes	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59 et 60	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	Nature des installations	AP Complémentaire du 19/02/2008, article 1.2.1	Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Valeurs limites d'émissions du four - Monoxyde de carbone	Arrêté Préfectoral du 19/02/2008, article 3.3.6-a	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Valeurs limites d'émissions du four - Métaux	Arrêté Préfectoral du 19/02/2008, article 3.3.6-c	Sans objet
6	Valeurs limites d'émissions du four	Arrêté Préfectoral du 19/02/2008, article 3.3.6-d	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La non-conformité à l'article 1.2.1 et l'article 3.3.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19/02/2008 relatif à la nature des installations classées exploitée ainsi que la non-conformité du site aux articles 59 et 60 de l'arrêté ministériel du 10/05/2010 relatif à la prévention des risques dans les installations soumises à autorisation en raison de l'absence de consignes d'exploitation conduisent l'inspection à proposer une mise en demeure de respecter ces conditions réglementaires dans un délai de 3 mois.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Rapport annuel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 31-c
<b>Thème(s) :</b> Autre, transmission du rapport annuel
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations dont la communication est prévue aux points a et b du présent article ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur la tenue de l'installation dans l'année écoulée et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public.</p> <p>Le rapport précise également, pour les installations d'incinération, le taux de valorisation annuel de l'énergie récupérée défini à l'article 4 et présente le bilan énergétique global prenant en compte le flux de déchets entrant, l'énergie sortie chaudière et l'énergie valorisée sous forme thermique ou électrique et effectivement consommée ou cédée à un tiers.</p> <p>Pour les installations de co-incinération, le rapport précise le pourcentage de contribution thermique défini à l'article 4.</p> <p>(...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport d'activité annuelle a été transmis le 29 mars 2024. Celui-ci fait état pour l'année 2023:- d'une quantité de déchets incinérés de 22722,78 tonnes pour 8128.46 heures,- d'une production d'engrais de 7212.24 tonnes,- d'une production de mâchefers valorisé de 2979.58 tonnes,- d'une mise en décharge de mâchefers de 1589.39 tonnes. <b>Le bilan énergétique et les flux moyens annuels de polluants ne sont pas fournis dans le rapport annuel.</b></p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

L'inspection rappelle que l'exploitant doit transmettre l'ensemble des données exigées à l'article 31- b de l'arrêté ministériel du 20/09/2002 (relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux) dans le rapport annuel. Les éléments manquant pour le rapport de 2023 sont à transmettre à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Valeurs limites d'émissions du four - Monoxyde de carbone

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/02/2008, article 3.3.6-a
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Carbone organique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Durant le fonctionnement, en dehors des phases de démarrage et d'extinction, la concentration en monoxyde de carbone (CO) dans les gaz de combustion ne dépasse pas les valeurs suivantes :</p> <p>1) 50 mg/m3 de gaz de combustion en moyenne journalière ;</p> <p>2) 150 mg/m3 de gaz de combustion dans au moins 95 pour 100 de toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur 10 minutes ou 100 mg/m3 de gaz de combustion de toutes tes mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une demi-heure au cours d'une période de 24 heures.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le 31/07 à 9h00, le report des concentrations sur l'ordinateur de suivi géré par la société Environnement SA et le report des concentrations sur la supervision en salle de contrôle à 11h15 affichaient des concentrations conformes aux valeurs limites réglementaires.</p> <p><b><u>Autosurveillance des émissions en continu</u></b></p> <p>Les rapports journalier et mensuel transmis suite à la visite permettent de relever que la concentration moyenne journalière portée dans le cadre de l'autosurveillance est conforme à la valeur limite réglementaire pour le 30 juillet. Les concentrations présentées dans le rapport journalier pour le 31 juillet apparaissent inférieures à la valeur limite, cependant la journée est comptabilisée invalide sur l'ensemble des concentrations mesurée par l'analyseur.</p> <p><b><u>Contrôle inopiné</u></b></p> <p>Les résultats du contrôle inopiné présenté dans le rapport de SOCOTEC du 12/09/2024 présentent des concentrations conformes à la réglementation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>La justification de l'invalidité des concentrations reportées au 31 juillet est demandée au point de contrôle n°5.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Valeurs limites d'émissions du four**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/02/2008, article 3.3.6-b		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Nox, SO2, Hcl, HF, poussières		
<b>Prescription contrôlée :</b>		
<b>Paramètres</b>	<b>Valeurs moyennes journalières en mg/Nm3</b>	<b>Valeurs moyenne sur une demie heure en mg/Nm3</b>
Poussières totales	10	30
Substances organique à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT)	10	20
Chlorure d'hydrogènes (HCl)	10	60
Fluorure d'Hydrogène (HF)	1	4
Dioxydes de soufre (SO2)	50	200
Monoxyde d'azote (NO) et dioxyde d'azote (NO2) exprimé en dioxyde d'azote	400	
<b>Constats :</b>		
<p>Le 31/07 à 9h00, le report des concentrations sur l'ordinateur de suivi géré par la société Environnement SA et le report des concentrations sur la supervision en salle de contrôle à 11h15 affichaient des concentrations conformes aux valeurs limites réglementaires.</p> <p><b>Autosurveillance des émissions du four</b></p> <p>Les rapports journalier et mensuel transmis suite à la visite permettent de relever que les concentrations moyennes journalières des paramètres suivis en continu (HCl, SO2, NOx, Poussières, NH3) sont conformes aux valeurs limites réglementaires pour le 30 juillet. Les concentrations présentées dans le rapport journalier pour le 31 juillet apparaissent inférieures à la valeur limite, cependant la journée est comptabilisée invalide sur l'ensemble des concentrations mesurée par l'analyseur.</p> <p><b>Contrôle inopiné</b></p> <p>Les résultats du contrôle inopiné présenté dans le rapport de SOCOTEC du 12/09/2024 présentent des concentrations conformes à la réglementation à l'exception du SO2. La concentration moyenne analysée en SO2 est de 69.86 mg/Nm3 pour une valeur limite d'émission autorisée de 50 mg/Nm3. Les résultats d'autosurveillance ne présentent :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- aucune non conformité aux valeur limite journalière en juillet et août,</li><li>- aucun nombre de jour invalide contrairement aux rapports journaliers transmis dans le cadre de la visite d'inspection,</li><li>- aucune indisponibilité des analyseurs contrairement au rapport journalier transmis dans le cadre de la visite d'inspection.</li></ul> <p>Par ailleurs, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que les résultats de l'étalonnage QAL2</p>		

ont été intégrés à la baie d'analyse de l'analyseur.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La justification de l'invalidité des concentrations reportées au 31 juillet est demandée au point de contrôle n°5. L'exploitant doit expliquer les incohérences entre le rapport journalier du 31/07/24 transmis le 01/08/24 et le rapport mensuel d'autosurveillance.

L'exploitant doit prendre les mesures nécessaires pour assurer le respect des émissions de SO<sub>2</sub> émises à l'atmosphère par le four d'incinération. Ces mesures sont à préciser à l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 4 : Valeurs limites d'émissions du four - Métaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/02/2008, article 3.3.6-c

**Thème(s) :** Risques chroniques, Métaux

**Prescription contrôlée :**

La méthode de mesure utilisée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage d'une demi-heure au minimum et de huit heures au maximum.

Paramètres	Valeurs en mg/m <sup>3</sup>
Cadmium et ses composés exprimés en cadmium (Cd) + thalium et ses composés, exprimés en thalium (Tl)	0.05
Mercure et ses composés, exprimés en mercures (Hg)	0.05
Total des autres métaux lourds (Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V)	0.5

**Constats :**

Un contrôle inopiné des émissions atmosphériques du four a été réalisé du 30 au 31 juillet sur ces paramètres.

Les résultats du rapport de SOCOTEC en date du 12/09/2024 présentent des concentrations inférieures aux valeurs limites d'émissions autorisées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Conditions de respect des valeurs limites de rejet dans l'air**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/09/2002, article 18

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs corrigées et invalidité

**Prescription contrôlée :**

(...)

Les moyennes sur une demi-heure et les moyennes sur dix minutes sont déterminées pendant la période de fonctionnement effectif (à l'exception des phases de démarrage et d'extinction, lorsque aucun déchet n'est incinéré) à partir des valeurs mesurées après soustraction de l'intervalle de confiance à 95 % sur chacune de ces mesures. Cet intervalle de confiance ne doit pas dépasser les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission définies à l'article 17 :

- Monoxyde de carbone : 10 % ;
- Dioxyde de soufre : 20 % ;
- Ammoniac : 40 % ;
- Dioxyde d'azote : 20 % ;
- Poussières totales : 30 % ;
- Carbone organique total : 30 % ;
- Chlorure d'hydrogène : 40 % ;
- Fluorure d'hydrogène : 40 %.

Les moyennes journalières sont calculées à partir de ces moyennes validées.

Pour qu'une moyenne journalière soit valide, il faut que, dans une même journée, pas plus de cinq moyennes sur une demi-heure n'aient dû être écartées. Dix moyennes journalières par an peuvent être écartées au maximum.

Les résultats des mesures réalisées pour vérifier le respect des valeurs limites d'émission définies à l'article 17 et celles spécifiées par l'arrêté préfectoral d'autorisation sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est-à-dire 273 K, pour une pression de 101,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 11 % sur gaz sec, corrigée selon la formule de l'annexe V du présent arrêté.(...)

#### **Constats :**

La société FERTIVAL n'était pas en mesure de justifier du respect de ce point, le jour de l'inspection. L'ensemble de la gestion des données est sous-traité à la société ENVIRONNEMENT SA. Les résultats et les reports d'alarmes (four, filtre, chaudière) sur l'ordinateur de contrôle des analyseurs n'ont également pas pu être explicités le jour de la visite.

Le 31 juillet, l'ensemble des concentrations reportées présente le statut invalide.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Des éléments sont à fournir pour justifier le caractère invalide des mesures effectuées le 31 juillet.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 6 : Valeurs limites d'émissions du four**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/02/2008, article 3.3.6-d

**Thème(s) :** Risques chroniques, Dioxines/furanes



<b>Prescription contrôlée :</b>	
Paramètres	Valeurs en ng/m3
dioxines/furane	0.1
<b>Constats :</b>  Les résultats transmis dans le cadre de l'autosurveillance des rejets atmosphériques de dioxines/furanes en semi-continu sur la période de janvier 2023 à ce jour font apparaître des concentrations inférieure à 0,1 ng/Nm3. Un contrôle inopiné des émissions de dioxines/furanes du four a été réalisé le 31 juillet par la société SOCOTEC. Les résultats du rapport SOCOTEC en date du 12/09/2024 présentent une concentration inférieure à la valeur limite réglementaire (0.002 ng/Nm3).	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	

#### N° 7 : Etalonnage des appareils de mesure

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, étalonnage des appareils de mesure
<b>Prescription contrôlée :</b>  (...) <p>L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques ou aqueux sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent. Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.</p>
<b>Constats :</b>  Le rapport QAL 2 réalisé le 14/12/2023 a été transmis par l'exploitant. Ce contrôle a pour objectif la validation et l'étalonnage de l'appareil de mesures en continu mis en place dans le cadre de l'autosurveillance des rejets d'air du four. <p>Un contrôle a été réalisé sur l'analyseur titulaire et l'analyseur redondant.  Suite à la vérification opérée, il apparaît les observations suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la réponse de l'analyseur au test de variabilité de mesures n'est pas conforme pour le paramètre HCl</li> <li>- bien que les critères de variabilité soient conformes, la fonction d'étalonnage déterminées au</li> </ul>

moyen des techniques décrites dans ce document ne permettent pas une correction fiable pour le COT
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il convient que l'exploitant précise clairement et mette en oeuvre les mesures pour lever les observations formulées par l'APAVE dans le rapport QAL2 en date du 14/12/2023. Les justificatifs correspondants sont à transmettre à l'inspection des installations classées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 8 : Consignes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59 et 60
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, consignes d'exploitation et de sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Article 59 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010:</b></p> <p>(...) L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en condition d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.(...)</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;</li> <li>- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ; (...)</li> <li>- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements. (...)</li> </ul> <p><b>L'article 15 de l'arrêté ministériel du 20/09/2002 prévoit également:</b></p> <p>(...) Des consignes relatives à la prévention des risques doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer : (...)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les mesures à prendre en cas de défaillance d'un système de traitement et d'épuration ; (...)</li> </ul> <p><b>Article 60 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010:</b></p> <p>(...) Par ailleurs, tous les documents, enregistrements, résultats de vérifications, justificatifs et registres répertoriés dans le présent</p>

arrêté et dans l'arrêté préfectoral d'autorisation sont tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées. (...)

#### **Constats :**

Le jour du contrôle, le report d'alarme de la société ENVIRONNEMENT SA affichait les défauts suivants: défauts fours, défaut filtre, défaut chaudière. L'exploitant n'a pas été en mesure d'expliquer l'origine du déclenchement ainsi que les mesures à prendre pour lever le défaut.

Il a également été constaté que le jour de l'inspection, l'exploitant a procédé à une ronde de contrôle des installations. Le personnel interrogé n'a pas été en mesure d'expliquer les contrôles qu'il réalise afin de s'assurer que les dispositifs de traitement des fumées fonctionnent bien indépendamment du respect affiché des valeurs limites reportées sur la supervision en salle de contrôle.

Le jour du contrôle l'exploitant a déclaré ne pas disposer:

- de procédure de contrôle des installations de traitement,
- de procédure de démarrage et d'arrêt du four,
- de procédure sur la marche à suivre en cas de dépassement d'une valeur limite à l'atmosphère.

Les rondes réalisées ne font par ailleurs pas l'objet de traçabilité.

#### **Périodes d'arrêt intempestives**

Il a été précisé que dès que l'analyseur détecte une concentration non-conforme, le four se met à l'arrêt automatiquement et le brûleur gaz vient prendre le relai. Sur la période du 30 au 31 juillet, le brûleur d'appoint au gaz était en fonctionnement de manière quasi continue. Et la consommation de gaz s'élève à 2270 Nm<sup>3</sup>.

Durant ces périodes, des déchets en combustion restent présents dans le four d'incinération. Or, les concentrations ne sont pas enregistrées compte tenu que le four est considéré à l'arrêt mais n'est pas en phase d'extinction. Le fonctionnement de l'incinérateur le jour du contrôle inopiné est à considérer en mode dégradé.

Le jour du contrôle, l'exploitant n'était pas en mesure de justifier de la bonne disponibilité des moyens de traitement des émissions du four.

**Malgré la mise en fonctionnement du brûleur au gaz, il convient de s'assurer que les moyens de traitement soient disponibles.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La société FERTIVAL doit prendre les mesures nécessaires au respect des articles 59 et 60 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. Les justificatifs correspondants sont à transmettre à l'inspection.

L'origine du fonctionnement en mode dégradé de l'incinérateur ainsi que les mesures correctives

prises sont à préciser à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 9 : Nature des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 19/02/2008, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, capacité d'incinération autorisée
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations de l'établissement sont concernées par les rubriques de la nomenclature des installations classées suivantes:  Rubrique 2771 (ex-167-c): installation de traitement thermique de déchets non dangereux</p> <p>un four d'incinération d'une capacité de 1.89 t/h soit 46 t/jour soit maximum 18050 tonnes maximum par an.  (...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les résultats de l'autosurveillance transmis mensuellement font apparaître un traitement des déchets par incinération qui s'élève à:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2023: 22 722,78 tonnes soit en moyenne 2.79 t/h,</li> <li>• 2022: 22 221.67 tonnes soit en moyenne 2.9 t/h</li> </ul> <p>La société FERTIVAL ne respecte pas la capacité de traitement de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 19/02/2008.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>La société FERTIVAL doit régulariser sa situation administrative:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• soit en réduisant le tonnage de déchets non dangereux incinérés,</li> <li>• soit en déposant un porter à connaissance en application de l'article R181-46 du code de l'environnement.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois